

Pauvreté, bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines

Documentation des résultats du séminaire de formation

tenu à Conakry du 24 au 28 octobre 2005



Conakry, octobre 2005

Sommaire

Liste des abréviations.....	2
Introduction, synthèse et principales recommandations.....	3
Le programme du séminaire.....	7
La liste des participants.....	8
Les attentes des participants relatives au séminaire.....	11
Une appréciation générale de la Gouvernance (axe 3) dans la SRP, phase 1.....	12
Forces	12
Faiblesses	12
Les membres des groupes de travail.....	13
Résultats du groupe de travail «Gouvernance économique»	14
Analyse des problèmes.....	14
Analyse des objectifs	15
Indicateurs objectivement vérifiables	16
Questions clés soumises aux évaluateurs de la SRP 1.....	16
Résultats du groupe de travail «Gouvernance politique»	17
Analyse des problèmes.....	17
Analyse des objectifs	18
Indicateurs objectivement vérifiables	20
Questions clés soumises aux évaluateurs de la SRP 1.....	20
Résultats du groupe de travail «Décentralisation et déconcentration»	21
Analyse des problèmes.....	21
Analyse des objectifs	22
Indicateurs objectivement vérifiables	23
Questions clés soumises aux évaluateurs de la SRP 1.....	23
Résultats du groupe de travail «Renforcement des capacités»	24
Analyse des problèmes.....	24
Analyse des objectifs	25
Indicateurs objectivement vérifiables	26
Questions clés soumises aux évaluateurs de la SRP 1.....	26
La bonne gouvernance, c'est quoi?	27
Recommandations pour le groupe thématique «Gouvernance ... ».....	28
Appréciation finale du séminaire par les participants	29
Les forces du séminaire.....	29
Ce qui reste à améliorer.....	29
Les résultats de l'auto-évaluation des connaissances acquises	30
Annexe 1: Discours d'ouverture du séminaire (Cheick Ahmed Tidiane Diallo).....	31
Annexe 2: Discours de bienvenue (Peter Hillen).....	34
Annexe 3: Discours de clôture du séminaire (Cheick Ahmed Tidiane Diallo)	36

Liste des abréviations

ACOMED	Association Communication Education pour le Développement
AGEPI	Association Guinéenne de la Presse Indépendante
AGT	Association guinéenne pour la Transparence
AMAS	Association Mains Solidaires
ANLC	Agence Nationale de Lutte contre la Corruption
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
CARP	Collège des acteurs pour la Réduction de la Pauvreté
CENAFOD	Centre Africain de Formation pour le Développement
CEPEC	Cellule d'Etude de Politique Economique
CES	Conseil économique et social
CNOSCG	Conseil national des organisations de la société civile en Guinée
CONAG-DCF	Coalition nationale de Guinée pour les droits et la citoyenneté des femmes
DNAT	Direction Nationale de l'Aménagement de Territoire
DND	Direction Nationale de la Décentralisation
DNE	Direction Nationale de l'Economie
DNIP	Direction Nationale des Investissements Publics
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FINAFORD	Financement et formation pour le développement
GTZ	Deutsche Gesellschaft für technische Zusammenarbeit (agence allemande de coopération technique)
KPMG	Klynveld Peat Marwick Goerdeler (reseau international d'audit et de conseil)
MAE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MATD	Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation
MCEF	Ministère du Contrôle Economique et Financier
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MP	Ministère du Plan
MUH	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat
NEPAD	New Partnership for African Development
OGUIDEM	Observatoire guinéen de la déontologie et de l'éthique des médias
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et moyennes industries
REFMAP	Réseau des Femmes du fleuve Mano pour la Paix
SENAREC	Secrétariat National de Renforcement des Capacités
SP-SRP	Secrétariat Permanent de la SRP
SRP	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
USTG	Union Syndicale des Travailleurs de Guinée

Introduction, synthèse et principales recommandations

Le présent rapport est une compilation des principales analyses, conclusions et recommandations issues d'un séminaire de formation portant sur la pauvreté, la bonne gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines en République de Guinée. Ce séminaire a été organisé et financé par la GTZ, agence allemande de coopération technique. Les organisateurs du séminaire ont profité de manière importante du soutien technique et logistique du projet GTZ «Appui aux Stratégies de réduction de la pauvreté» (ASRP), rattaché au Ministère du Plan. Le séminaire a été exécuté lors de la semaine du 24 au 28 octobre 2005 à l'hôtel Taady Club, sis à Nongo Taady, Conakry. Il s'agit du premier séminaire de ce type en Guinée, ciblé en priorité vers les besoins du Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SP-SRP) et, plus particulièrement, de son groupe thématique «Gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines», qui est actuellement chargé de la révision du Document de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) dans ce domaine. Le séminaire a ciblé aussi les membres du groupe thématique «Suivi et évaluation» chargés du volet «Gouvernance» ainsi qu'une vingtaine de représentants de la société civile, censés être aptes à contribuer de manière significative à la révision de la SRP de la Guinée.

Rappelons ici d'abord les principaux objectifs du séminaire. Il s'agit de:

- Contribuer à la préparation de la 2^{ème} phase de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée, surtout dans le domaine de la gouvernance,
- Renforcer les connaissances des participants relatives aux rapports entre la pauvreté d'un côté, et la gouvernance et les capacités des pouvoirs publics de l'autre, et
- Définir les possibilités d'opérationnalisation des principes de la bonne gouvernance dans le cadre du DSRP 2.

La formation étant particulièrement ciblée vers les besoins des 22 membres du groupe thématique «Gouvernance...», 12 membres de ce groupe ont participé au séminaire, alors qu'un membre non disponible du groupe a envoyé son représentant. Quant aux 11 membres de la commission «Gouvernance» du groupe thématique «Suivi-évaluation», 5 membres ont participé. Par ailleurs, les ONG suivantes ont été représentées:

- Association des volontaires du développement de la Guinée (AVODEG)
- Association guinéenne de la Presse Indépendante (AGEPI)
- Association guinéenne de lutte contre l'impunité et l'arbitraire
- Association guinéenne pour la Transparence (AGT) - Transparency International
- Association Mains Solidaires (AMAS)
- Centre d'Etude Politique Economique (CEPEC)
- Coalition nationale de Guinée pour les droits et la citoyenneté des femmes (CONAG-DCF)
- Collège des Acteurs pour la Réduction de la Pauvreté (CARP)
- Festi-Kaloum (agence culturelle)
- Financement et formation pour le développement (FINAFORD)
- Forum ONG pour le Développement Durable
- Klynveld, Peat, Marwick & Goerdeler (KPMG)
- Journal Lynx (groupe Lynx / Lance)
- Observatoire de la Guinée Maritime
- Observatoire guinéen de la déontologie et de l'éthique des médias (OGUIDEM)
- Ordre des avocats de Guinée
- Réseau des Femmes du fleuve Mano pour la Paix (REFMAP)
- Union Syndicale des Travailleurs de Guinée (USTG)

Toutefois, on peut regretter le faible niveau de participation des femmes (4 seulement) et d'experts nationaux en matière de décentralisation et déconcentration.

Le séminaire a été proclamé ouvert par le président de la Cellule de Communication du SP-SRP, M. Cheick Ahmed Tidiane Diallo. Les discours d'ouverture de M. Diallo et du représentant de la GTZ en Guinée, M. Peter Hillen, se trouvent en Annexes 1 et 2, ci-jointes.

Les connaissances préalables des participants ont été identifiées lors de la première séance en plénière, à partir d'un questionnaire englobant 6 questions clés. Comme résultat, on a constaté un très faible niveau de connaissances relatif aux éléments du cadre logique et aux types d'indicateurs. Parmi les 33 participants qui ont rempli les questionnaires, seulement 13 ont été capables de citer correctement les trois grands axes de la SRP. Dans les autres domaines (la définition d'un indicateur, les principes de la bonne gouvernance, les différences entre suivi et évaluation) les pré-connaissances des participants ont été moyennes ou faibles.

L'exécution du séminaire a été précédée par une préparation intensive, surtout pour ce qui concerne l'identification et l'analyse des informations pertinentes, la compilation d'un fonds documentaire sur CD-ROM (à finaliser avant la fin du mois de novembre 2005), la compilation et la distribution d'informations générales sur la thématique du séminaire, la compilation d'informations spécifiques aux secteurs focaux du séminaire (gouvernance économique, gouvernance politique, décentralisation et renforcement des capacités) et l'organisation de plusieurs contributions de l'extérieur.

Les principaux thèmes traités durant le séminaire ont été les suivants:

- Les forces et faiblesses de la SRP dans le domaine de la gouvernance,
- Les problèmes existant dans les secteurs focaux,
- Les principaux objectifs à réaliser dans les secteurs focaux,
- Les indicateurs de suivi de la gouvernance,
- Les principales caractéristiques de la «bonne gouvernance»,
- Les questions clés à soumettre à l'évaluation de la première phase de la SRP,
- Les termes de référence des commissions chargées de l'actualisation de la SRP et
- Les aspects transversaux: genre, VIH/SIDA et environnement.

La démarche méthodologique a été caractérisée, entre autres, par une série de présentations PowerPoint en plénière, une série de contributions de l'extérieur, le travail en groupe (selon les secteurs focaux) et la restitution des résultats des groupes de travail en plénière.

Les contributions de l'extérieur portaient sur les thèmes suivants:

- Le 1^{er} rapport sur la corruption en Guinée - Quelles conséquences? (Falcone)
- La Banque Mondiale et la bonne gouvernance en Guinée (Gnandou)
- Le programme DAP Gouvernance du PNUD (Coker)
- Programmes et projets d'appui à la gouvernance en Guinée (Lama)
- Le suivi de la corruption en Guinée: L'approche de Transparency International (Diallo)
- Le suivi des droits de l'homme en Guinée (Sow)
- La coordination, le suivi et l'évaluation des activités de gouvernance et du renforcement des capacités (Baldé)

Le modérateur et le co-modérateur ont présenté les modules thématiques suivants:

- La SRP de la Guinée - son état d'avancement (Bennett)
- Les expériences pertinentes d'autres pays dans la sous-région (Dupic)

- La bonne gouvernance dans les stratégies régionales en Guinée (Bennett)
- Le droit international et la lutte contre la pauvreté (Dupic)
- Introduction au système de monitoring de l'Union européenne (Dupic)

Les participants ont profité des visites et de la participation active des représentants de la Banque Mondiale (Idé Glandou, représentant résident) et Mbaranga Gasarabwe (représentante du système des Nations Unies).

Parmi les analyses issues du séminaire, on note surtout l'identification des principales caractéristiques de la bonne gouvernance, qui peuvent être catégorisées de manière suivante:

- Gestion efficace et effective des ressources publiques,
- Prise de décision démocratique et transparente,
- Respect général des règles, des lois et des droits humains,
- Décentralisation et déconcentration en faveur du développement local, et
- Services sociaux de base accessibles et de bonne qualité.

Plusieurs recommandations concernant la poursuite des travaux du groupe thématique «Gouvernance...» ont été élaborées, notamment:

- La révision de la structure du groupe thématique, surtout pour ce qui concerne la distinction entre gouvernance économique et gouvernance politique,
- La révision de la composition des commissions,
- Le renforcement de la participation des acteurs non-étatiques,
- La définition précise des termes de références de chaque commission,
- La prise en compte des politiques sous-régionales,
- Poursuite et approfondissement des analyses déjà entamées (partis prenantes, problèmes, objectifs, hypothèses, indicateurs, cadres logique),
- Définition précise des rôles des diverses parties prenantes, y compris des partenaires internationaux.

Les principales recommandations relatives aux travaux des commissions spécifiques ont été les suivantes:

- Définition du rôle des Parlementaires,
- Appréciation de l'aspect culturel,
- Définition du rôle et des instruments de la société civile,
- Articulation entre niveaux national, régional et local, et
- Revue et révision du cadre institutionnel de la mise en œuvre de la SRP et de sa coordination (voire la révision de l'ancrage du SP-SRP).

Au niveau de l'actualisation de la SRP 2, les participants ont recommandé:

- Une meilleure prise en compte des Droits de l'Homme dans la SRP 2 (à travers p.e. l'appui au système de justice, la poursuite de la création d'un Observatoire des Droits de l'Homme à l'Assemblée Nationale, le renforcement de la Division des droits de l'homme auprès du Ministère de la Justice etc.),
- Un traitement prioritaire et transversal de la Gouvernance, plus particulièrement du renforcement des capacités institutionnelles et humaines, dans la SRP 2,
- La bonne prise en compte des stratégies régionales,
- Établissement d'un Accord de Partenariat pour la Bonne Gouvernance entre la Guinée et ses principaux partenaires internationaux, et
- La création d'un Observatoire de la Bonne Gouvernance.

Les participants ont aussi recommandé la recherche et l'emploi de mécanismes pour mieux promouvoir les synergies entre les commissions qui font partie des quatre groupes thématiques chargés de l'actualisation de la SRP.

Selon les résultats de l'évaluation finale du séminaire, les participants ont particulièrement bien apprécié l'apport du séminaire à leurs connaissances dans les domaines des principes de la bonne gouvernance et de l'élaboration du cadre logique. La principale faiblesse du séminaire a été la limitation du temps disponible.

Avant la clôture du séminaire, les principales conclusions et recommandations issues du séminaire ont été présentées à la presse (radio, télévision) dans le cadre d'une «table ronde» à laquelle ont participé les représentants élus des groupes de travail, le président du groupe thématique «Gouvernance ...», le président de la commission «Gouvernance» du groupe thématique «Suivi-évaluation», la représentante du système des Nations Unies en Guinée, le représentant de la GTZ en Guinée et le représentant du SP-SRP. Le séminaire a été déclaré clos par Monsieur Cheick Ahmed Tidiane Diallo, chef de la Cellule de Communication auprès du SP-SRP (voir discours de clôture en annexe 3).

La GTZ tient à remercier toutes les personnes qui ont contribué de manière directe ou indirecte à la bonne préparation et exécution de ce séminaire de formation aussi intéressante que pertinente.

Conakry, octobre 2005

Le programme du séminaire

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
08h30 – 13h30	<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture - Revue de l'organisation de l'atelier - Présentation des participants - Auto-évaluation (partie A) - Définitions de base - Présentation (Bennett): La SRP de la Guinée - son état d'avancement 	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation (Falcone / ANLC): Le 1^{er} rapport sur la corruption en Guinée - Quelles conséquences? - Présentation (Bennett): La bonne gouvernance dans les stratégies régionales en Guinée - Présentation (Gandou / BM): La Banque Mondiale et la bonne gouvernance en Guinée 	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation (Lama / CEPEC): Programmes et projets d'appui à la gouvernance en Guinée - Présentation (Duplic): Le droit international et la lutte contre la pauvreté - GT: L'analyse des objectifs 	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation (Dr. Sow / OGDH): Le suivi des droits de l'homme en Guinée - Analyse des stratégies alternatives - Introduction au cadre logique - Présentation (Duplic): Introduction au système de monitoring de l'Union européenne - GT: Indicateurs de suivi de la gouvernance 	<ul style="list-style-type: none"> - Nos définitions de la bonne gouvernance - GT: Questions clés pour l'évaluation de la SRP, phase 1 - Recommandations relatives aux TdR du groupe thématique «Gouvernance» - Revue des résultats - Auto-évaluation (partie B) - Evaluation du séminaire - Clôture interne (12h00) - Présentation à la presse (table ronde etc.)
13h30 – 14h00	Pause	Pause	Pause	Pause	
14h00 – 15h30	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation (Duplic): Revue des expériences pertinentes d'autre pays dans la sous-région 	<ul style="list-style-type: none"> - L'analyse des parties prenantes - GT: L'analyse des problèmes - Présentation (Coker / CES): Le programme DAP Gouvernance du PNUD 	<ul style="list-style-type: none"> - (suite) - Présentation (Diallo / Transparency International): Le suivi de la corruption en Guinée: L'approche de Transparency International 	<ul style="list-style-type: none"> - (suite) - Présentation (Baldé / SENAREC): La coordination, le suivi et l'évaluation des activités de gouvernance et du renforcement des capacités 	

Note: Les thèmes focaux des groupes de travail (GT) sont gouvernance économique, gouvernance politique, décentralisation et déconcentration, et renforcement des capacités institutionnelles et humaines.

La liste des participants

No.	Nom	Prénom(s)	Institution(s)	Fonction	Coordonnées (B.P., Tél, E-mail)
1	Bacamurwanko	Jacques	Financement et formation pour le développement (FINAFORD)	Conseiller Financier	Tél. 69 10 10 jbmsafiri@yahoo.fr
2	Bah	Chérif Sala	-	Consultant indépendant	Tél. 26 81 43 fesguibah@yahoo.fr
3	Bah	Mamadou Lamine	Journal Lynx	Journaliste	Tél. 41 23 85 / 26 95 24 laminebahfr@yahoo.fr
4	Baldé	Amadou Oury	Primature / Secrétariat National de Renforcement des Capacités (SENAREC)	Coordonnateur et Conseiller économique	Tél. 27 00 18 / 45 23 12 senarec.gui@biassy.net
5	Bah	Mamadou Tanou	MATD / DND	Chef Division Développement local	Tél. 55 50 82
6	Barry	El Hadj Ibrahima	Observatoire guinéen de la déontologie et de l'éthique des médias (OGUIDEM)	Journaliste, Directeur des programmes de la RTG	Tél. 33 30 88
7	Bèye	Abdoulaye	SP-SRP; Les éditions Castel	Journaliste; Directeur général – Consultant en communication	Tél. 54 45 33, 43 10 80 casteleditions@yahoo.fr
8	Boiro	Mme Nanfadima Magassouba	Coalition nationale de Guinée pour les droits et la citoyenneté des femmes (CONAG-DCF)	Présidente	B.P. 4488 Conakry Tél. 011-28 11 89 coalitionguinee@yahoo.fr
9	Camara	Mamadou	SP-SRP	Consultant chargé du suivi de la SRP	Tél. 43 10 80 / 25 65 30 dalabaya@yahoo.fr
10	Cissé	Elhadj Ibrahima	SP-SRP	Journaliste	Tél. 33 65 95
11	Cissé	Dr. Mohamed Lamine	Conseil national des organisations de la société civile en Guinée (CNOSCG)	Membre	B.P. 4007 Tél. 29 67 51 / 41 34 30 molamaciss@yahoo.fr
12	Cissé	Sékou Amadou	MATD / DNAT	Directeur National Adjoint	Tél. 45 36 64
13	Coker	Claude Gérard	Conseil économique et social (CES), commission économie et conjoncture	Président	B.P. 2947 Conakry Tél. 26 27 27 gerardcoker@yahoo.fr
14	Conté	Amirou	Festi-Kaloum (agence culturelle)	Directeur	Tél. 34 67 40 conteamirou@hotmail.com

15	Dia	Aboubacar	Ministère du Plan	Inspecteur Général du Plan	Tél. 57 96 22 dia_aboubacar@yahoo.fr
16	Diallo	Alpha	Secrétariat national pour le renforcement des capacités (SENAREC)	Expert principal	Tél. 21 11 79 fidemaholding@yahoo.fr
17	Diallo	Boubacar "Aboubakr"	Association Guinéenne de la Presse Indépendante (AGEPI)	Membre	Tél. 011-34 17 59
18	Diallo	Mamadou Saliou	MEF / Direction nationale de l'économie (DNE)	Directeur National Adjoint	B.P. 579 Conakry Tél. 21 73 09 / 45 52 46 msdams@hotmail.com
19	Diallo	Mamadou Taran	Association guinéenne pour la Transparence (AGT); Transparency International	Président; Contact national en Guinée	B.P. 4477 Conakry Tél. 011-25 41 95 mataran2@yahoo.fr
20	Diawara	Ibrahima	Association guinéenne de Lutte contre l'Impunité et l'Arbitraire	Président	Tél. 29 69 54
21	Doumbouya	Tamba	Collège des acteurs pour la Réduction de la Pauvreté (CARP)	Moniteur	Tél. 012-67 42 26 / 29 18 06 Tél. 33 15 13 carp@yahoo.fr
22	Falcone	Mohamed François	MCEF / Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC)	Secrétaire Exécutif	Tél. 011-25 29 63 anlc@biasy.net
23	Fofana	Ibrahima	Union Syndicale des Travailleurs de Guinée (USTG)	Secrétaire Général	Tél. 011-59 73 37 fofi1952@yahoo.fr
24	Haba	Aimé Raphaël	Association Mains Solidaires (AMAS)	Directeur Général	Tél. 54-99-51 aimehabra@yahoo.fr
25	Kolemou	Joseph	Ordre des avocats de Guinée	Avocat	B.P. 3489 Tél. 27 45 46
26	Lama	Joachim	Centre d'étude politique économique (CEPEC)	Economiste	Tél. 43 08 90 / 29 57 56 Tél. 20 20 58 joachim.lama@caramail.com
27	Ly	Amadou Nalla	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD)	Conseiller	Tél. 54 91 94 bababaila.ly@yahoo.fr
28	Magassouba	Abdoulaye	Klynveld, Peat, Marwick & Goerdeler (KPMG)	Auditeur	Tél. 35 03 70 abdoulayemagassouba@yahoo.fr
29	Morgane	Mme Fatoumata Goumou	Réseau des Femmes du fleuve Mano pour la Paix (REFMAP)	Coordinatrice Nationale de la Branche Guinée	Tél. 41 18 67 / 55 92 69 gmorgane14@yahoo.com
30	Soumah	Aboubacar	Observatoire de la Guinée Maritime	Assistant de Recherches – Volet Pauvreté	Tél. 35 37 77 s/c Baldet Senghor fodas5@yahoo.fr

31	Sow	Alseny	MATD / DNAT	Chargé d'études	Tél. 45 36 69
32	Sylla	Sékou Mohamed	MCEF / Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC)	Secrétaire permanent	Tél. 29 60 52 cerida_ong@yahoo.fr
33	Touré	Mme Fatima Kassory Bangoura	Conseil économique et social (CES)	Conseiller Economique	Tél. 34 28 60
34	Touré	Hamirou	Association des volontaires du développement de la Guinée (AVODEG)	Membre	Tél. 33 11 05 s/c Alhassane Condé, avodeg@yahoo.fr
35	Touré	Mme Saran	Forum ONG pour le Développement Durable	Vice-présidente	Tél. 29 64 83 / 22 07 79 sarantoure2000@yahoo.fr ou forumguinee96@96yahoo.fr
36	Traoré	Bandian	SP-SRP	Journaliste / conseiller culturel	Tél. 25 50 58 / 54 45 39 bandiantraore54@yahoo.fr
37	Traoré	Cheick Tidiane	Assemblée nationale (A.N.)	Député	Tél. 54 13 27 cheickimpex@cramail.com

Les attentes des participants relatives au séminaire

- Programme de travail réaliste pour les différents groupes de travail
- Acquisition de nouvelles connaissances sur les différents thèmes de l'atelier
- Acquérir des connaissances pour une meilleure analyse de la gouvernance
- Renforcer la connaissance et clarifier les différents types de gouvernance
- Maîtriser mieux les aspects liés à la bonne gouvernance
- Définir la place et le rôle du Parlement dans la mise en œuvre de la SRP
- Disposer d'infos précises sur la gouvernance dans toutes ses déclinaisons
- Acquisition de nouvelles connaissances sur la gouvernance
- Contribution à la lutte contre la corruption et pour la transparence
- Corriger de manière substantielle la faiblesse de la première phase qui est notoire en matière de gouvernance et de décentralisation et replacer la gouvernance dans le rôle de premier plan
- Comprendre réellement la notion de bonne gouvernance
- Connaître les indicateurs liés à la bonne gouvernance pour le S/E de la SRP
- Approfondir la gouvernance en matière de la SRP
- Participer à la réalisation des objectifs de la SRP
- Renforcer les capacités pour la réactualisation et l'évaluation du DSRP
- Elargir mon cadre de relations
- Acquisition de toutes les opportunités relatives à la réduction de la pauvreté
- Etre outillé pour une meilleure organisation des commissions de travail du groupe thématique gouvernance
- Etre mieux informé sur le contenu de la révision de la SRP
- Comprendre le contenu de la gouvernance et son impact sur la réduction de la pauvreté
- Approfondissement des connaissances en matière de la SRP et participer à sa concrétisation sur le terrain
- Etre pratique et concret dans les recommandations
- Une meilleure connaissance des principes de gouvernance
- Renforcer mes aptitudes à contribuer au processus de la SRP en tant qu'acteur non étatique
- Améliorer l'état de mes connaissances en matière de gouvernance en vue de contribuer à la qualification de la SRP2
- Etre mieux aux faits des composantes de la bonne gouvernance
- Augmentation de la connaissance dans le cadre de la lutte contre la pauvreté
- Acquisition des connaissances pour retirer le défi pour une bonne gouvernance
- Amélioration du processus DSRP
- Meilleure information sur la SRP
- Mise en place d'un cadre de concertation des organisations de la société civile sur la SRP
- Marquer une participation active de la société civile dans la gouvernance

Une appréciation générale de la Gouvernance (axe 3) dans la SRP, phase 1

Forces

- Caractère participatif = formulation
- Participation des acteurs à la phase de la formulation de la SRP
- Bien conçu
- Approche participative et itérative adoptée pendant la formulation
- Identification de la gouvernance comme axe
- Identification des problèmes de gouvernance
- La déconcentration des dépenses publiques
- Bon traitement de la gouvernance économique
- Bonne formulation de quelques aspects de gouvernance
- Participation / approche participative
- Identification des problèmes
- Détermination de la gouvernance comme axe prioritaire
- Prise de conscience du problème
- La transparence dans la gestion des ressources
- Existence de textes et de stratégie
- Volonté déclarée
- Prise en compte (bien qu'insuffisante) de la gouvernance (économique)
- Interpellé les gouvernants pour leur participation à l'élaboration des objectifs
- L'implication des partenaires internationaux
- C'est d'avoir identifié la gouvernance comme axe de la SRP
- Identification du cadre institutionnel et humain
- L'approche participative des populations cibles à l'élaboration du DSRP
- Création d'un GT communication
- Itérativité du processus
- Eveille des consciences pour le développement
- Perceptions SRP maillon indispensable pour amorcer le développement

Faiblesses

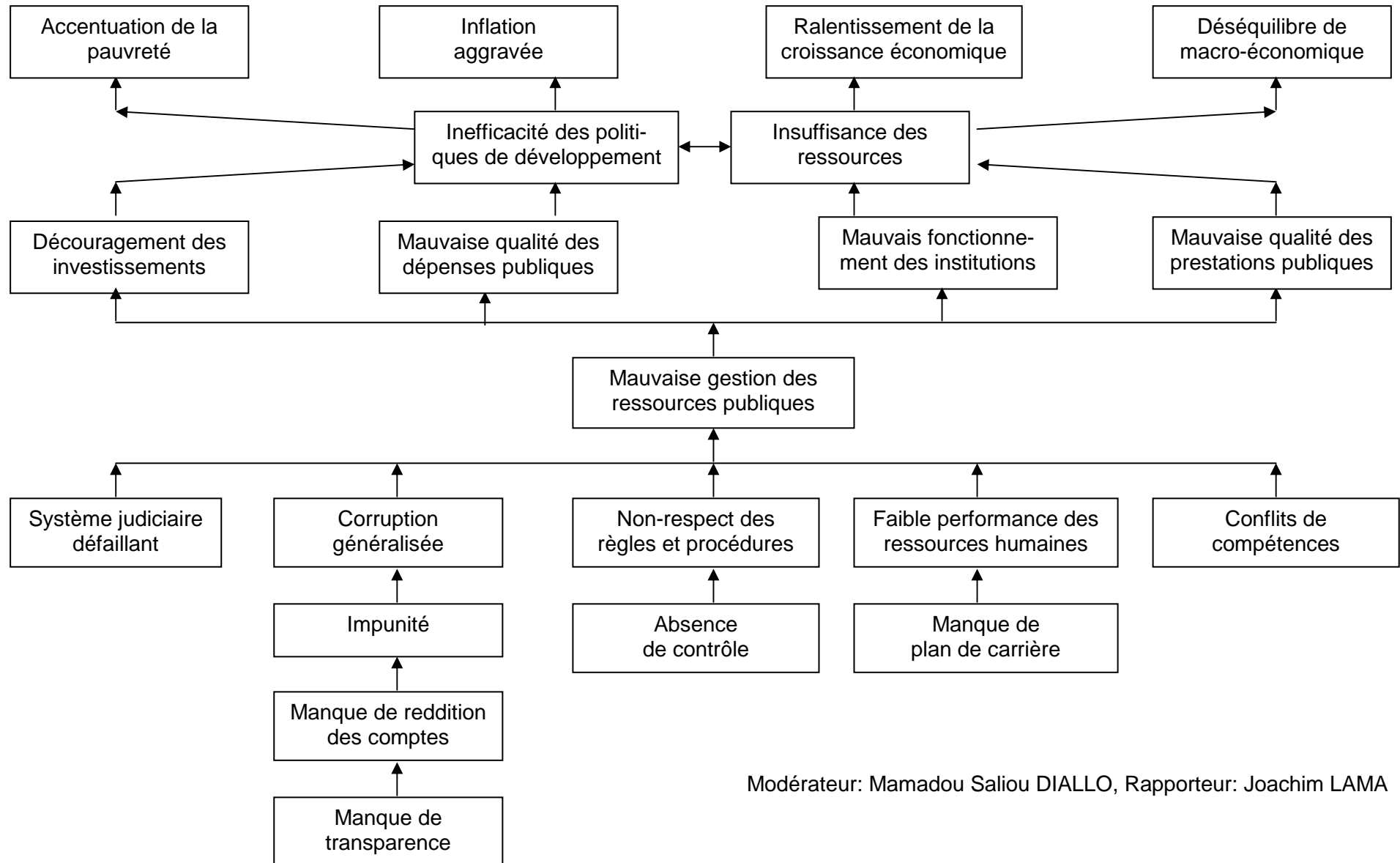
- Manque d'appui à la mise en œuvre des capacités
- Faiblesse dans la définition des priorités
- Caractère assez théorique du document
- Mauvaise qualité des indicateurs
- Faible implication des syndicats
- Le caractère illégal du SP-SRP dans la 1^{ère} phase (entre-temps rectifié)
- Faiblesse des mécanismes de suivi
- Faiblesse au niveau de la lutte contre l'impunité et la corruption
- Faible prise en compte de la justice
- La gouvernance n'a pas été bien prise en compte dans le DSRP1 car c'est une question transversale
- La faiblesse de l'analyse et des objectifs spécifiques
- La non délégation des ressources budgétaires au niveau des structures déconcentrées et des collectivités locales
- Faible opérationnalisation des mesures préconisées
- Stratégie non accompagnée de mesures concrètes suffisantes
- Application timide des recommandations sur le terrain
- Manque d'indicateurs quantitatifs pour l'évaluation de la gouvernance
- Gouvernance politique non traitée
- Rôle de la Société Civile, de l'Assemblée Nationale et de la CES
- Faibles indicateurs au niveau des questions de gouvernance
- Qualité des consultations
- Insuffisance du diagnostic et de l'approche conceptuelle
- Faible développement du renforcement des capacités humaines

Les membres des groupes de travail

Gouvernance économique	Gouvernance politique	Décentralisation	Capacités institutionnelles et humaines
BARRY Ibrahima	BAH Chérif Sala	BAH Mamadou Lamine	BACAMURWANKO Jacques
BEYE Abdoulaye	Dr. CISSE Mohamed Lamine	BAH Mamadou Tanou	BALDE Amadou Oury
COKER Gérald	CONTE Amirou	CAMARA Mamadou	CISSE Ibrahima
DIA Aboubacar	DIALLO Abou Bakr	CISSE Sékou Amadou	DIALLO Alpha
DIALLO Mamadou Saliou	DIAWARA Ibrahima	DOUMBOUYA Tamba	Mme MAGASSOUBA Nanfadima
DIALLO Mamadou Taran	LY Amadou Nalla	HABA Aimé Raphaël	Mme TOURE Fatima Kassory B.
FALCONE François	Mme MORGANE Fatoumata	SOW Alousseny	Mme TOURE Saran
KOLEMOU Joseph	SOUMAH Aboubacar	SYLLA Sékou Mohamed	TRAORE Bandian
LAMA Joachim	Honorable TRAORE Cheick T.	TOURE Hamirou	
MAGASSOUBA Abdoulaye			

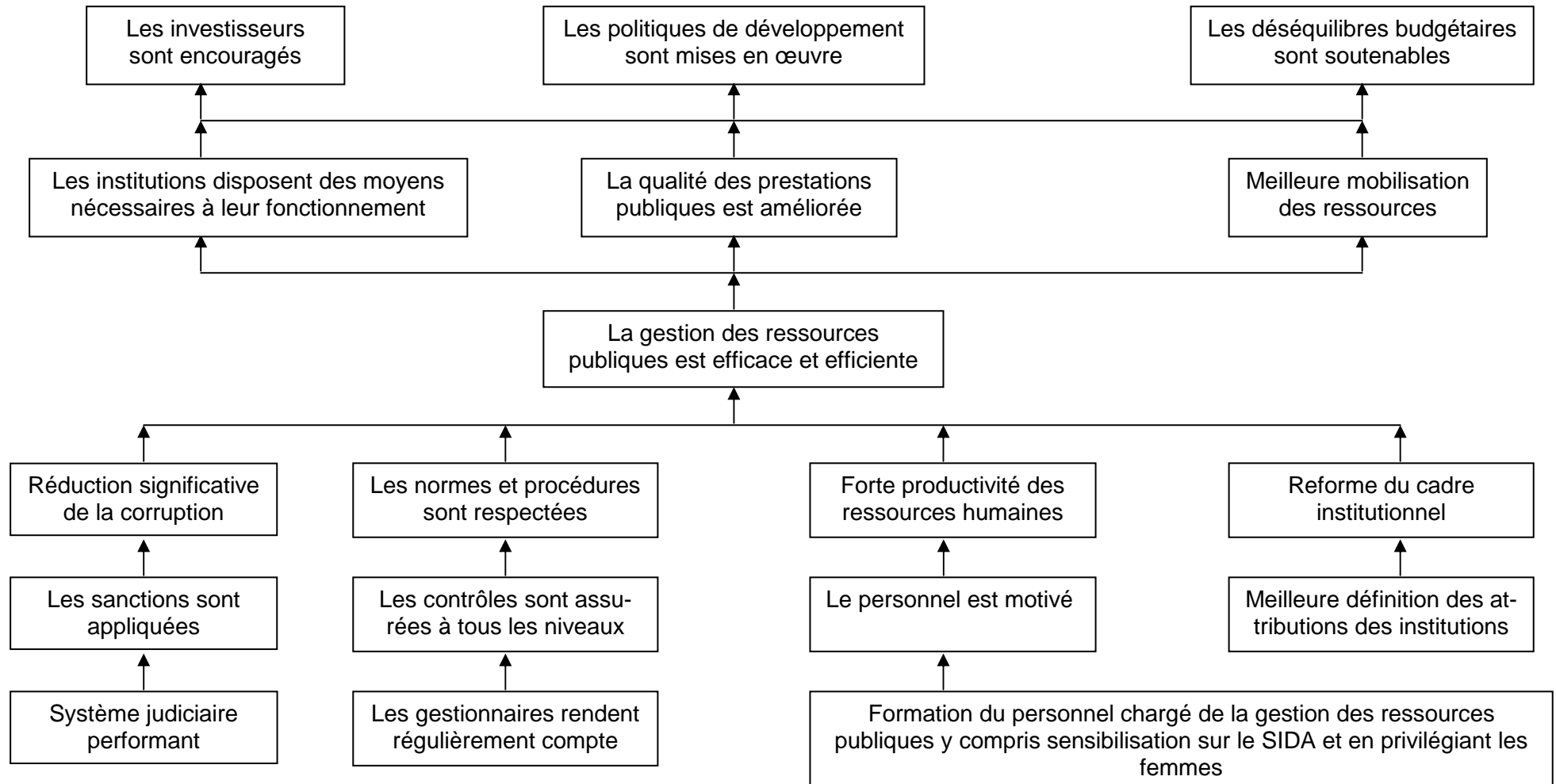
Résultats du groupe de travail «Gouvernance économique»

Analyse des problèmes



Modérateur: Mamadou Saliou DIALLO, Rapporteur: Joachim LAMA

Analyse des objectifs



Modérateur: DIALLO Mamadou Saliou, Rapporteur: DIA Aboubacar

Indicateurs objectivement vérifiables

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification
La gestion des ressources publiques est efficace et efficiente	A partir de 2006 la loi de règlement est approuvée à temps par l'Assemblée Nationale	Assemblée Nationale
Réduction significative de la corruption	En 2015, moins de 10% de violation de normes et procédures	Cours et tribunaux Services de contrôle
Les normes et procédures sont respectées	En 2015, 80% des agents ont atteint leurs objectifs dans le temps requis	Ministère de la fonction publique
La productivité des ressources humaines est forte	En 2015, toutes les institutions sont reformées	Ministère de la fonction publique
Le cadre institutionnel est reformé		

Modérateur: El Hadj Ibrahim BARRY, Rapporteur: Abdoulaye MAGASSOUBA

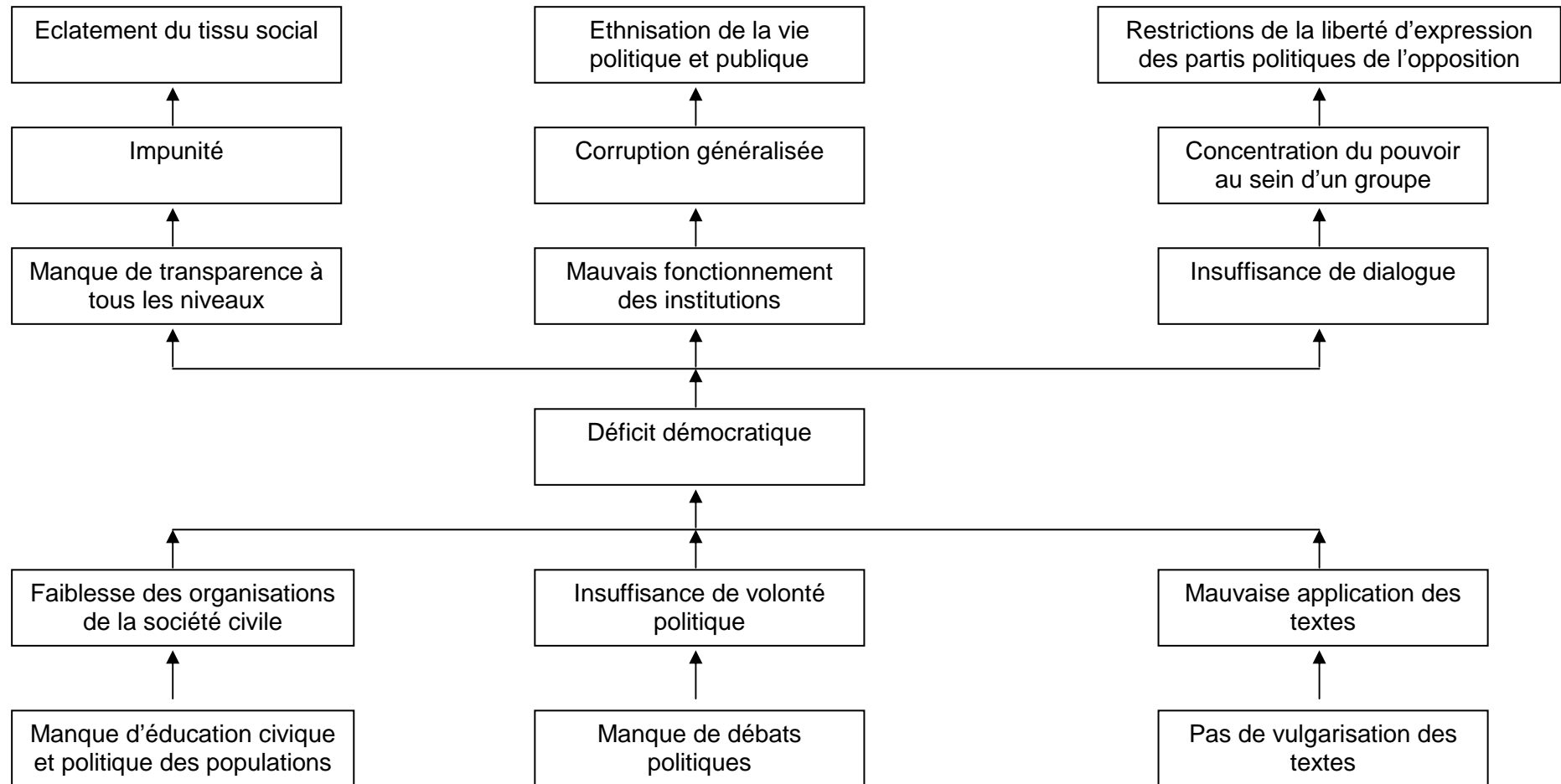
Questions clés soumises aux évaluateurs de la SRP 1

Principales questions à traiter	Enquêtes proposées	Prise en compte de l'aspect genre
Combien de cas de corruption ont été jugés avec quels résultats?	Interviews avec les magistrats impliqués	Rôle des femmes dans les cas spécifiques
Est-ce que les bénéficiaires sont informés des allocations budgétaires et de leur utilisation?	Question à intégrer dans les enquêtes sur le terrain	Distinguer homme et femmes dans les enquêtes
Est-ce que le fonctionnement de l'administration et des outils mis en œuvre permet d'atteindre les objectifs fixés?	Enquête sur l'utilisation des outils auprès de l'administration	Néant
Est-ce que la gestion des ressources humaines s'est améliorée?	Enquête auprès de l'administration centrale et déconcentrée	Prise en compte des femmes dans l'échantillon

Modérateur: Joachim LAMA, Rapporteur: Joseph KOLEMO

Résultats du groupe de travail «Gouvernance politique»

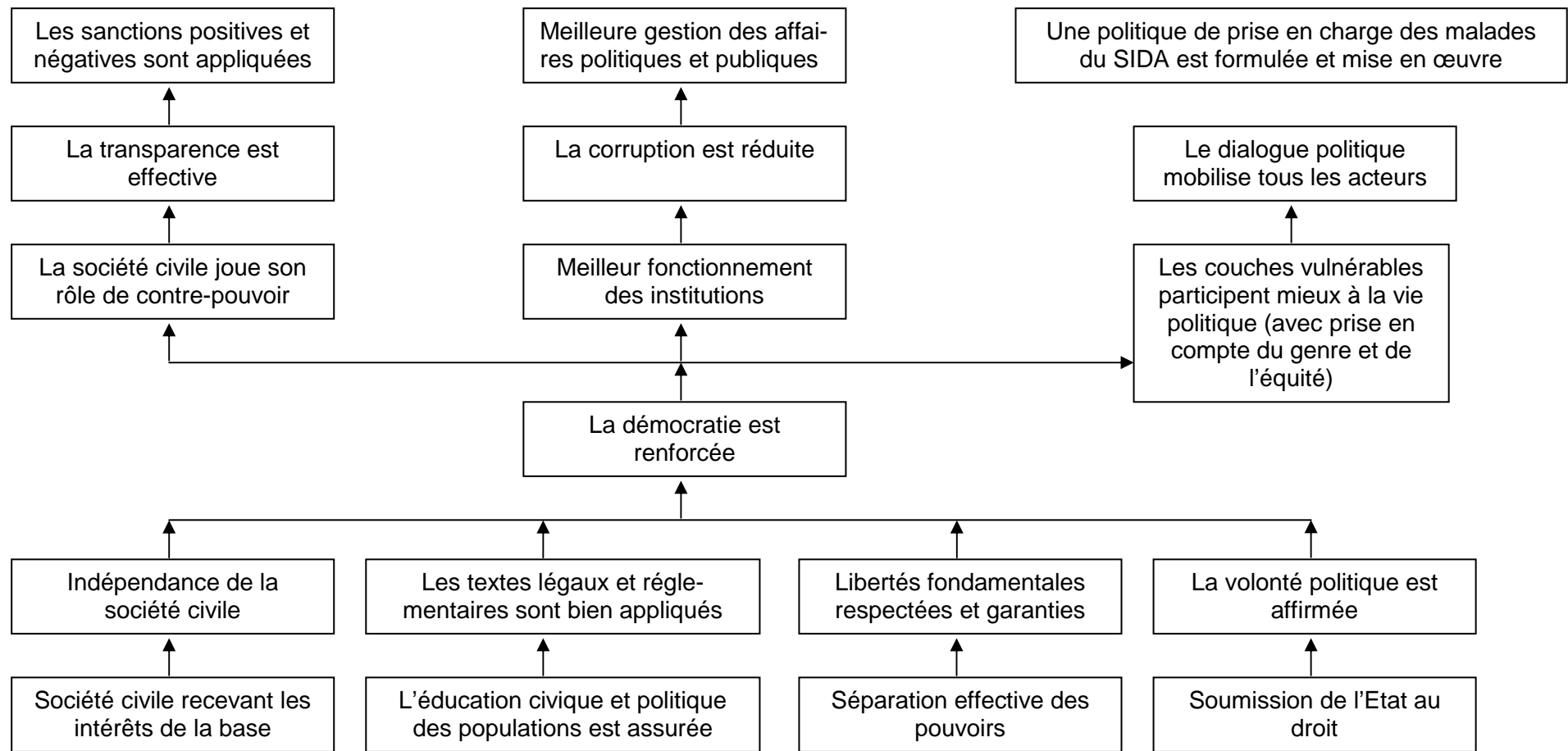
Analyse des problèmes



Note: Notions retenues = Démission individuelle et collective; amateurisme et clientélisme en politique; conflits de compétence

Modérateur: Amadou Nalla LY, Rapporteur: Mme GOUMOU Fatoumata Morgane

Analyse des objectifs



Note: Les fins au niveau supérieur sont: L'état de droit est établi; les droits humains sont respectés; la cohésion sociale est assurée. Voir aussi page suivante. Les moyens au niveau inférieur sont: Renforcement des capacités de la société civile; le citoyen connaît ses droits et prend en charge; faciliter accès aux médias; dialogue national effectif, vulgarisation des textes réglementaires; la liberté d'expression est respectée; la responsabilité individuelle et effective est assurée; toilettage des textes effectif; tâches et attributions des services bien définies.

Modérateur: CISSE Mohamed Lamine, Rapporteur: CONTE Hamirou

Notes sur les objectifs de la bonne gouvernance politique

Idées (objectifs supplémentaires etc.) à retenir:

- la volonté politique est réelle et effective
- renforcement des principes démocratique
- Etat de droit
- promouvoir la démocratie politique et le dialogue national
- accès libre aux médias
- promouvoir la démocratie
- dialogue politique amorcée
- renforcement de l'éducation
- participation active de la société civile
- l'éducation de base est assurée
- formation des citoyens aux droits fondamentaux
- respect des droits de citoyens
- le processus démocratique est amélioré et renforcé
- les droits de l'homme sont garantis
- renforcement d'une démocratie pluraliste

Indicateurs objectivement vérifiables

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification
La démocratie est renforcée		Les rapports de l'Assemblée nationale
La séparation des pouvoirs est effective	Le nombre de missions de contrôle effectuées par le Parlement Le nombre d'assignation de l'Etat en justice Le nombre de cas de corruption dénoncés et jugés	Les rapports de l'Assemblée nationale Les arrêts rendus
Les libertés fondamentales sont respectées et garanties	Nombre de radios et télévisions privées et communautaires Nombre de jugements pour atteintes aux Droits humains	Ministère de l'Information, C.N.C. Partis politiques connus Arrêts rendus
L'éducation civique et politique des populations est assurée	Nombre de meetings politiques organisés Nombre de programmes d'éducation civique Nombre de politiques élaborées et exécutées	Partis politiques Etat Partis politiques O.S.C.

Modérateur: Chérif Sala BAH, Rapporteur: Abdoubarcar SOUMAH

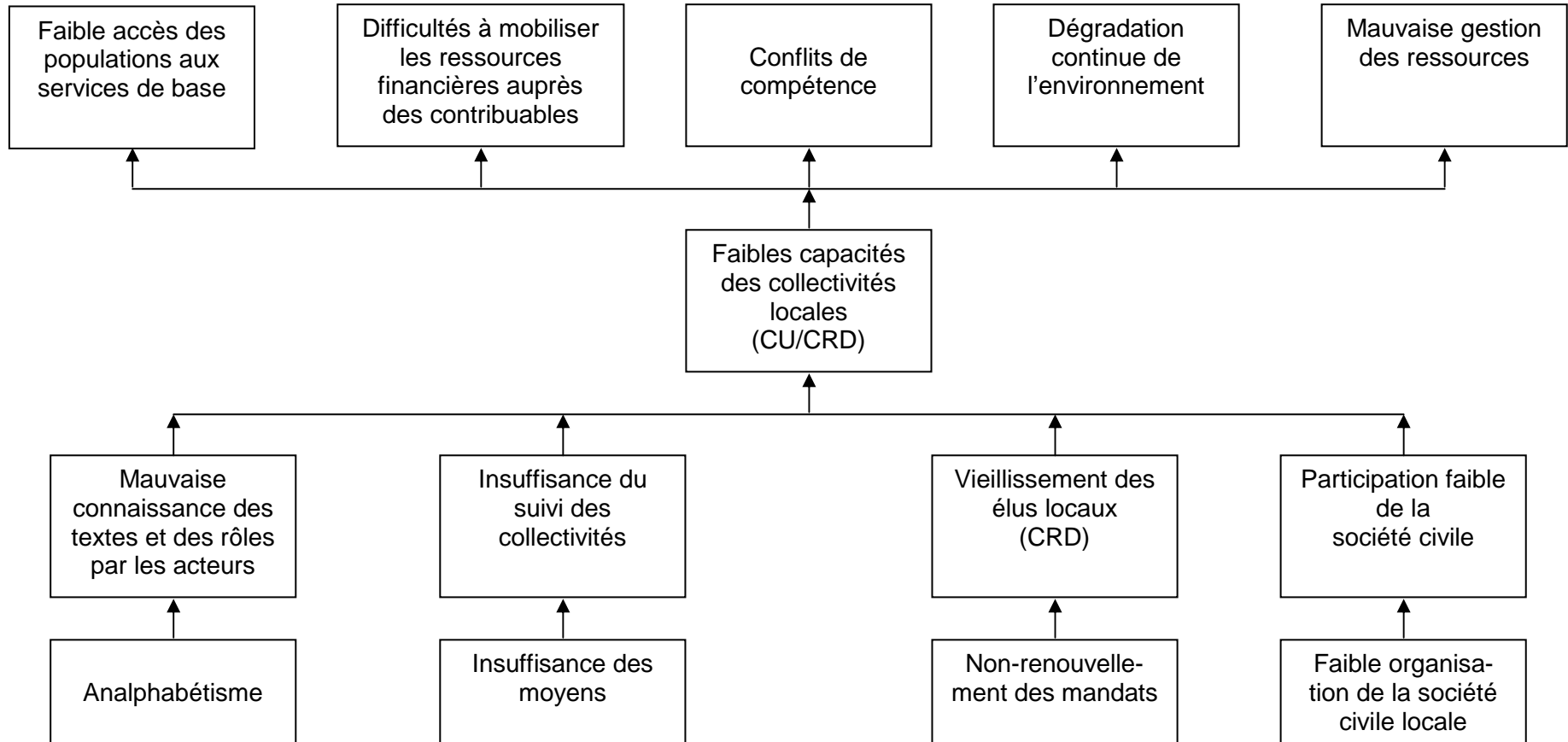
Questions clés soumises aux évaluateurs de la SRP 1

Principales questions à traiter	Enquêtes proposées	Prise en compte de l'aspect genre
Les libertés fondamentales ont-elles été largement prise en compte par le DSRP 1?	Enquêtes menées auprès des groupes thématiques et des comités de rédaction	Prise en compte des droits des femmes
Les questions de paix et de sécurité ont-elles été suffisamment prise en compte par la DSRP 1?	Enquêtes menées auprès des groupes thématiques et des comités de rédaction	Situation des femmes dans les conflits
Le DSRP1 a-t-il suffisamment insisté sur l'engagement des décideurs politiques?	Enquêtes menées auprès des groupes thématiques et des comités de rédaction	Néant

Modérateur: Cheick Tidiane TRAORE, Rapporteur: Ibrahima DIAWARA

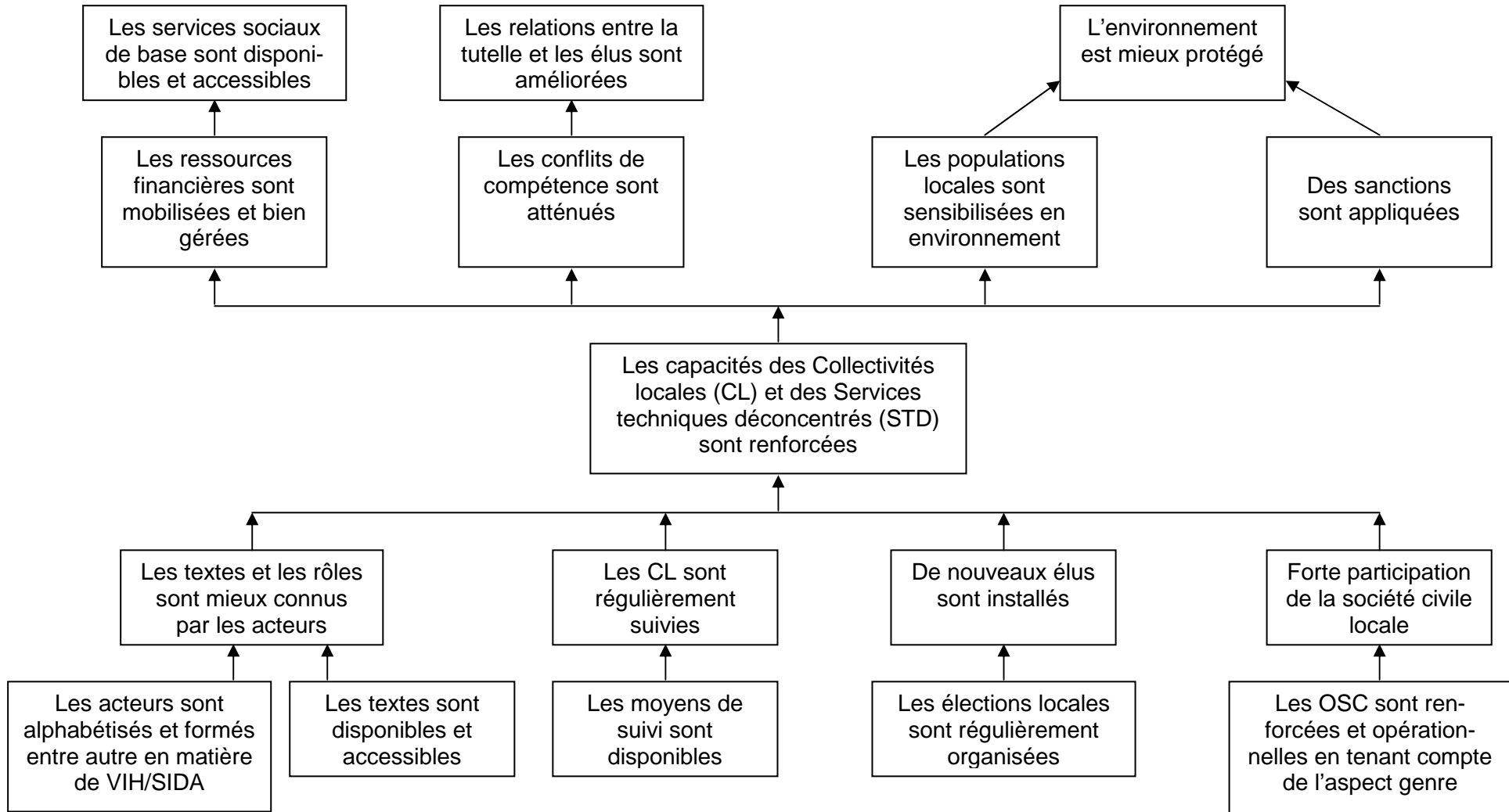
Résultats du groupe de travail «Décentralisation et déconcentration»

Analyse des problèmes



Modérateur: Mamadou Lamine BAH, Rapporteur: Mamadou CAMARA

Analyse des objectifs



Modérateur: DOUMBOUYA Tamba, Rapporteur: HABA Aimé Raphaël

Indicateurs objectivement vérifiables

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification
Les capacités des Collectivités Locales (CL) et des Services techniques déconcentrés (STD) sont renforcées	A l'horizon 2012, le pourcentage de CL disposant d'un Plan de développement local (PDL) dans les normes passe de 60% à 100%	Rapport DND / SERACCO
Les textes et les rôles sont mieux connus par les acteurs	80% des CC des collectivités locales se tiennent régulièrement en 2012	Registres PV Rapports dans les CL (DND)
Les CL sont régulièrement suivies	A partir de 2012, 4 missions de suivi annuel sont effectuées dans toutes les CL	Rapports des STD Rapports des CL (MATD)

Modérateur: Mamadou Lamine BAH, Rapporteur: Mamadou Tanou BAH

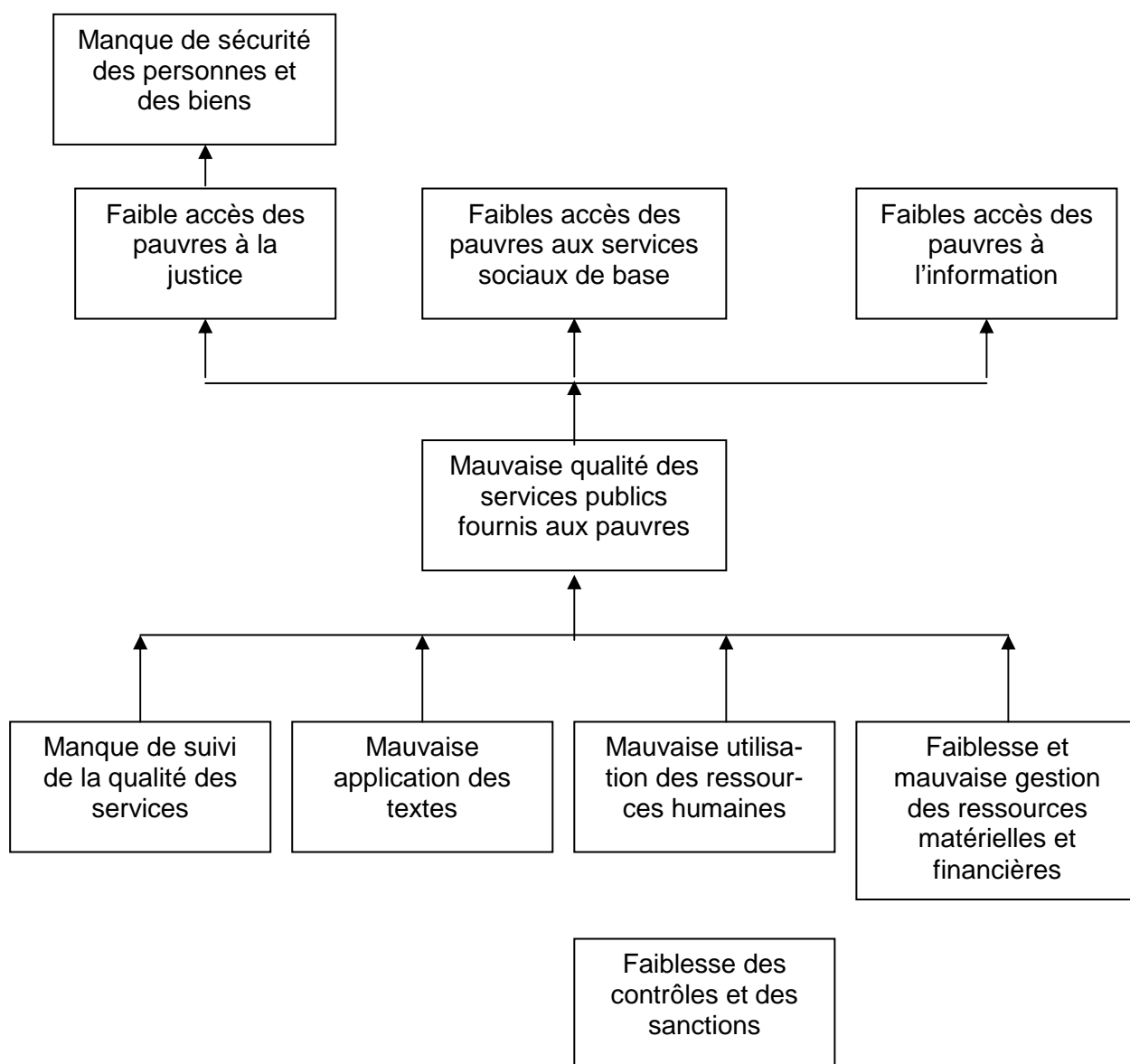
Questions clés soumises aux évaluateurs de la SRP 1

Principales questions à traiter	Enquêtes proposées	Prise en compte de l'aspect genre
Les CL ont-elles été impliquées dans la mise en œuvre de la SRP?	Focus groups	Dans les CL les femmes et jeunes sont impliqués dans la mise en œuvre de la SRP
Quel est le degré d'internalisation de la SRP?	Sondage	Nombre de femmes qui savent ce qu'est la SRP
Quel a été le niveau d'implication de la société civile dans l'exécution des PAI?	Enquêtes légères	Nombre de groupements féminins associés dans l'exécution PAI
Qui a reçu des subventions sur fonds PPTE au cours de ces dernières années? Pour quels usages?	Focus groupes	Implication des femmes et jeunes dans la gestion des ressources PPTE Les infrastructures réalisées profitant aux femmes

Modérateur: Mamadou Lamine BAH, Rapporteur: Alousseny SOW

Résultats du groupe de travail «Renforcement des capacités»

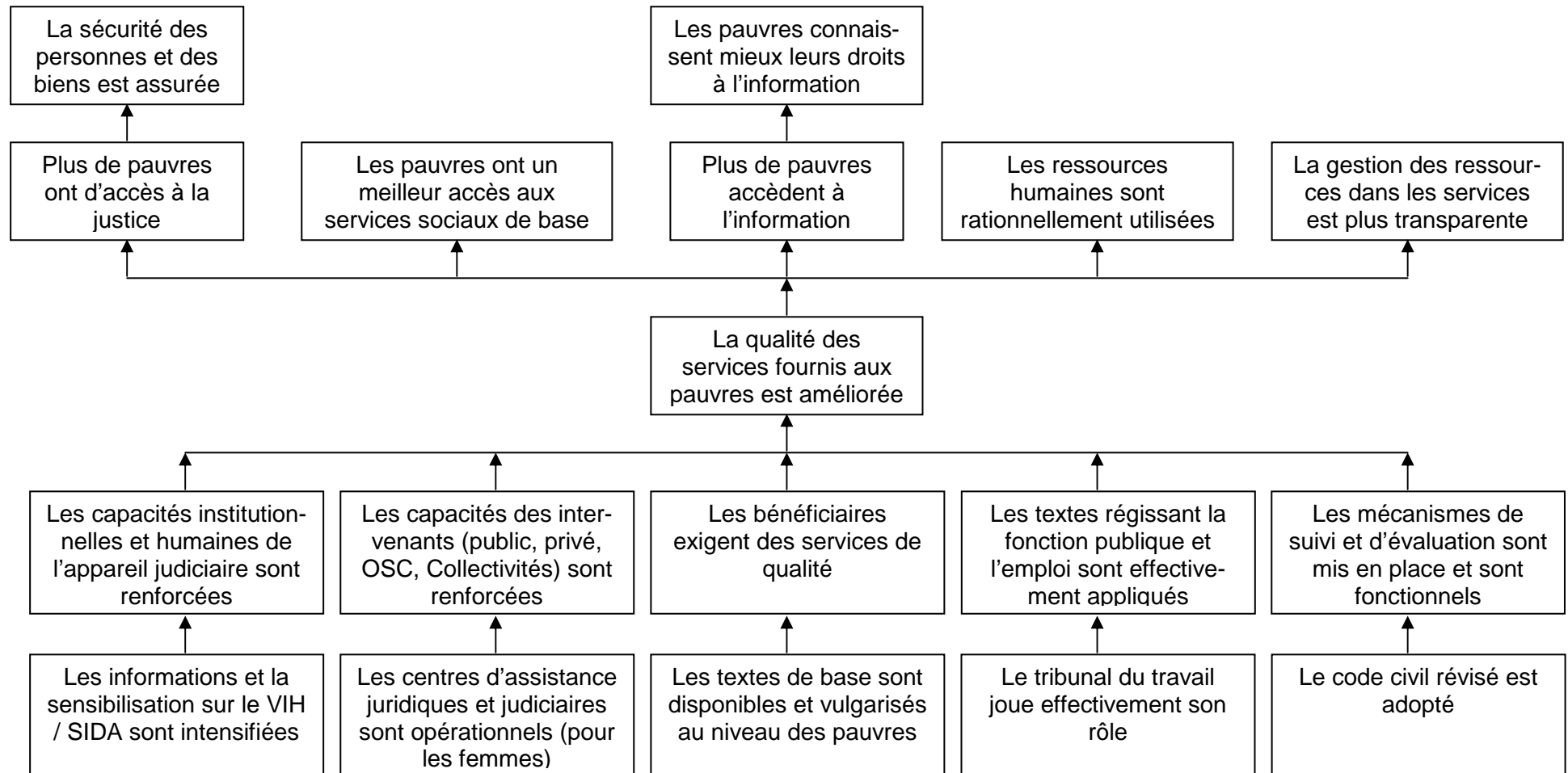
Analyse des problèmes



Note: Volonté politique!

Modérateur: Mme TOURE Fatima Kassory Bangoura, Rapporteur: TRAORE Bandian

Analyse des objectifs



Note: Impact au niveau supérieur: Les pauvres connaissent leurs droits et les font valoir dans l'application de la justice. Moyens au niveau inférieur: Les canaux d'information sont diversifiés et l'information est plurielle; Le plan de carrière au service public est correctement appliqué.

Modérateur: El Hadj Ibrahima CISSE, Rapporteur: Mme TOURE Saran

Indicateurs objectivement vérifiables

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification
Amélioration de la qualité des services fournis aux pauvres	Au moins 75% des pauvres dont 50% femmes sont satisfaits de la qualité des services fournis (2015)	Rapports de l'enquête QUIBB
Renforcement des capacités institutionnelles et humaines de l'appareil judiciaire	Au moins 20 justices de paix sont réhabilitées et équipées en 2010	Direction patrimoine bâtiment public Direction d'investissements publics
Renforcement des capacités des intervenants (public, privé, OSC, collectivités)	Au moins 75% des CRD et quartiers urbains sont pourvus en commissariats de proximité	Direction patrimoine bâtiment public Direction d'investissements publics
Diversification des canaux d'information	10 radios associatives et communautaires sont créées à l'horizon 2010	Ministère de l'information CNC Collectivités

Modérateur: Dr. Amamdou Oury BALDE, Rapporteur: Jacques BACAMURWANKO

Questions clés soumises aux évaluateurs de la SRP 1

Principales questions à traiter	Enquêtes proposées	Prise en compte de l'aspect genre
Quelle est la perception des acteurs (public, privé, OSC, collectivités) sur le renforcement des capacités institutionnelles?	Sondages Focus groupes QUIBB	Distinction des perceptions selon le genre
La SRP prend-elle réellement en compte le renforcement des capacités des groupes vulnérables (p.e. femmes, jeunes, handicapés)?	Sondages auprès des groupes vulnérables	Distinction selon le genre
Quel est l'impact de la stratégie dans la lutte contre le VIH/SIDA en terme de prévention et de prise en charge médicale et psychosociale des groupes vulnérables?	Sondages	Distinction selon le genre

Modérateur: Alpha DIALLO, Rapporteur: Mme MAGASSOUBA Nanfadima

La bonne gouvernance, c'est quoi?

- Une bonne circulation de l'information
- Gestion efficace des ressources publiques
- Une bonne application des lois
- Gestion transparente des ressources locales
- Le partage équitable du gâteau national
- Meilleure façon de lutter contre la corruption et la pauvreté
- Consolidation de l'Etat de droit, paix et sécurité
- Un ensemble cohérent de textes, de ressources et de comportements responsables au service de la bonne gestion de la chose publique
- Respect de l'Etat de droit
- Gestion des affaires publiques sur une base de transparence, de responsabilisation et de respect des droits humains
- État de droit et gestion transparente des deniers publics
- La saine gestion des affaires publiques
- La bonne gestion des affaires publiques et privées
- Gestion efficace des ressources, la participation des citoyens aux processus des élections, obligation de rendre compte
- C'est une culture de bonne gestion et de transparence
- Gestion efficace et efficiente des ressources
- La gestion transparente des affaires publiques de l'État
- Le respect des règles démocratiques
- L'exercice du pouvoir par le peuple
- Bonne gestion des ressources et bonnes institutions
- La gestion saine et transparente des affaires publique de l'État
- Bonne gestion des ressources publiques dans un cadre démocratique
- Des élections honnêtes et régulières
- Une gestion transparente des affaires locales
- Conduite transparente de la politique de développement par des institutions responsables
- La transparence dans la gestion des ressources
- Le budget est conçu et exécuté dans la transparence
- Reflète le bon fonctionnement des institutions et leurs structures à tous les niveaux
- Les fonctionnaires et les élus rendent compte
- Gestion transparente et devoir de rendre compte
- Gestion saine des affaires politiques, économiques et sociales d'un État
- La gestion dans la transparence
- Bonne gestion des affaires publiques

Recommandations pour le groupe thématique «Gouvernance ... »

Eléments des termes de références...

... généraux (pour toutes les commissions)

- Revoir le cadre institutionnel et la composition de toutes les commissions (pour mieux assurer la participation active de la société civile),
- Prise en charge des membres des commissions,
- Articulation entre les différentes études,
- Constat sur les forces et faiblesses du DSRP 1,
- L'analyse des parties prenantes,
- L'analyse des problèmes à résoudre à l'aide de la SRP,
- La définition des objectifs globaux, spécifiques et résultats attendus,
- La définition des hypothèses (identification des principaux facteurs externes),
- La formulation d'indicateurs objectivement vérifiables,
- Elaboration d'un cadre logique pour chaque domaine d'intervention,
- Estimation des moyens requis et proposition relative aux rôles des partenaires internationaux,
- Définition des rôles des décideurs dans la mise en œuvre de la SRP 2,
- Définition des rapports au système de suivi-évaluation et à la stratégie de communication du SP-SRP.

... de la commission «Gouvernance économique et financière»

- Définition du rôle des parlementaires.

... de la commission «Gouvernance politique et démocratique»

- Appréciation de l'aspect culturel,
- Définir le rôle et les instruments de la société civile.

... de la commission «Décentralisation et déconcentration»

- Articulation entre SRP, SRP régionales et PDL.

... de la commission «Renforcement des capacités institutionnelles et humaines»

- Revue du cadre institutionnel de la mise en œuvre de la SRP et de la coordination des programmes et projets afférents.

Appréciation finale du séminaire par les participants

Les forces du séminaire

- Information riche
- Aspect participatif
- Excellent séminaire
- Très bonne méthodologie et la participation active des séminaristes
- Performance de la méthodologie de travail
- Logistique et organisation
- Participation active de tous
- Bonne organisation et gestion du temps
- Méthodologie pratique
- Bons outils techniques
- Bonne méthodologie
- Méthodologie appropriée par rapport aux participants
- Bonne méthodologie
- Bonne approche des problèmes de gouvernance
- Bonne méthodologie
- Contenu
- Maîtrise des thèmes et bonne gestion du temps
- Pertinence des thèmes
- Intérêt et motivation des participants
- Qualité des thèmes débattus
- Méthodologie et le caractère semi-résidentiel du séminaire
- Méthodologie
- Bon niveau de participation aux débats
- Bonne méthodologie
- Méthode de formation-action très efficace
- Supports bien préparés
- Qualité pédagogique des formateurs
- Bonne maîtrise des animateurs
- Une meilleure connaissance de la gouvernance et de la SRP
- Approche participative
- Performance des formateurs dans la méthodologie de travail
- Modération parfaite pour l'augmentation de connaissance
- Bonne gestion du temps
- La méthode participative appliquée
- Modération parfaite
- Augmentation des connaissances
- La méthode d'approche est participative
- Méthodologie excellente

Ce qui reste à améliorer

- Traitement superficiel des problèmes
- Temps insuffisant
- Les mots «Leader» et «Leadership» ont fait défaut en tant que concepts susceptibles de figurer dans les outils d'analyse
- Temps insuffisant
- Cadre ou lieu du séminaire
- Gestion du temps
- La logistique
- Le moment choisi pour le séminaire (mois de Carême)

- Temps trop court
- Problème de retard chaque jour
- Insuffisance de temps
- Manque de feutres et bloc-notes
- Insuffisance de temps
- Temps court
- Trop peu de femmes
- Insuffisance de temps
- Temps insuffisant
- Gestion du temps
- Insuffisance de temps
- Temps relativement court pour certaines communications
- Insuffisance de temps
- Gestion du temps
- Logistique
- Gestion du temps
- Insuffisance de fourniture d'écriture
- Temps très insuffisant
- Bonne gestion du temps fait défaut
- Temps consacré aux plénières pas toujours suffisant

Les résultats de l'auto-évaluation des connaissances acquises

Domaine	Ex ante	Ex post		
	Niveau de connaissance *	Augmentation des connaissances	Pas de changement des connaissances	Dégradation de connaissances
Un indicateur c'est quoi?	2,8	23	3	0
Quels types d'indicateur connaissez-vous?	1,6	24	0	0
Quels sont les principes de la bonne gouvernance?	2,4	27	0	0
Quelles sont les principales différences entre le suivi et l'évaluation?	2,8	16	8	3
Quels sont les grands axes de la SRP en Guinée?	2,5	25	2	2
Quels sont les principaux éléments du cadre logique?	1,5	28	0	1

* 4 = très haut, 3 = haut, 2 = moyen, 1 = déficitaire, 0 = non existant

Annexe 1: Discours d'ouverture du séminaire (Cheick Ahmed Tidiane Diallo)

Messieurs le Conseiller, Représentant de la Coopération Technique Allemande (GTZ),
Messieurs les Consultant – Experts,
Mesdames et Messieurs les participants,

C'est pour moi un honneur et un réel plaisir de me retrouver parmi vous ce matin à l'occasion de ce présent séminaire consacré à la pauvreté, la bonne gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines.

Au terme de ces cinq journées de réflexion, nous devons aboutir à des résultats concrets qui serviront de socle pour la révision du DSRP. En fait, la Bonne Gouvernance est l'axe prioritaire pour la réussite de toutes nos politiques de développement économique et social. En effet, la bonne gestion des affaires publiques est au centre des préoccupations des populations. Elles nous le redisent tous les jours lors de l'exercice d'affinement des stratégies régionales de réduction de la pauvreté en cours. Cette bonne gestion des affaires publiques s'entend au sens large, comme la manière dont le pouvoir est exercé à travers les institutions politiques, sociales et économiques. Cette définition large couvre une multitude de préoccupations connexes.

Les problèmes de pauvreté et de gestion des affaires publiques sont inextricablement reliés. Une gestion médiocre des institutions publiques impose des coûts particuliers sur les populations pauvres. Le disfonctionnement des institutions décourage les gouvernements d'entreprendre des actions qui bénéficient aux populations pauvres. Par exemple, l'échec des autorités municipales à reconnaître et à protéger des populations urbaines pauvres sape les communautés et affaiblit les réseaux de famille.

C'est pourquoi, la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) s'est préoccupée de la pertinence des dispositions prises dans le cadre de l'exercice d'une gouvernance qui associe de près l'ensemble des composantes de la société, particulièrement pour une démarginalisation des populations pauvres, l'amélioration des capacités des populations à gérer leurs propres ressources, un meilleur accès aux services sociaux de base, des moyens de sauvegarde contre la corruption, le crime et la violence et une gestion des affaires publiques.

A ce niveau, la mise en oeuvre de la SRP est intervenue dans les conditions particulièrement difficiles en 2004. Le contexte était caractérisé d'une part, par un taux d'investissement dans les secteurs prioritaires de 4,3% du PIB, inférieur à l'objectif 5,2% du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Les résultats atteints durant l'exercice 2004 reflètent cet environnement.

Au plan économique, le taux de croissance est passé de 1,2% en 2003 à 2,7% en 2004. Malgré cette progression, il est resté nettement en dessous du taux moyen de 5% défini par le DSRP pour la période 2002 – 2005. S'agissant du taux de croissance par tête d'habitant, il a également connu une augmentation passant pour la période, de -1,7% à -0,4%, mais ce taux est loin d'atteindre l'objectif DSRP de 1,9% en moyenne, fixé pour la période 2002 – 2005. Cette situation est le résultat entre autres des faibles performances enregistrées dans les secteurs de développement économique.

Au plan des finances publiques, les recettes se sont situées à 10,5% du PIB, les dépenses courantes à 11,3% et les dépenses d'investissement à 4,2% du PIB en 2004. Le déficit budgétaire base engagement (hors dons) s'est établi à 5,9% du PIB contre 7,9% en 2003 et a été couvert à hauteur de 27,3% des recettes de l'année 2003, par la BCRG. Ce qui a généré une forte hausse de la base monétaire et de la masse monétaire qui se sont établies

respectivement à 33% et 37% et ont porté le taux de liquidité de l'économie guinéenne à 16,5% en 2005.

Par rapport aux ressources extérieures, le taux de mobilisation des ressources de l'Initiative des Pays Pauvres très Endettés (IPTE) a diminué de 69,53% en 2002 à 54,74% en 2003 pour se situer à 27,17% en 2004. Par décision gouvernementale, ces ressources ont été affectées aux secteurs prioritaires. Mais il faut noter qu'en général, plus de 60% de ces ressources ont été allouées aux Secteurs de l'Enseignement Pré-Universitaire et de la Santé. Pour l'année 2004, le secteur de l'éducation a eu une part majoritaire de 75%. Les secteurs de la santé et des travaux publics ont suivi avec des montants représentant respectivement 15% et 6%; alors que les secteurs de l'Urbanisme et de l'Habitat et de l'Agriculture, Eaux et Forêts n'ont reçu aucune allocation.

S'agissant des crédits alloués aux services déconcentrés, aux titres III et IV, ils ont diminué de 76,58 milliards GNF (24,07%) en 2003 à 40,25 milliards en 2004 (14,95%). Cette situation de baisse généralisée de la croissance, découle de la diminution drastique de l'aide publique au développement.

Au plan de l'accès aux services sociaux de base, des progrès notables ont été enregistrés. Dans le secteur de l'éducation, les résultats quantitatifs ont évolué en général. Par exemple, le taux brut au primaire et le taux de scolarisation des filles en particulier sont passés respectivement de 74% et 67% en 2002 – 2003 à 77% et 70% en 2003 – 2004. Au niveau régional, Labé enregistre les plus faibles taux tandis que les régions de Conakry et de Kindia ont les taux de scolarisation les plus élevés aussi bien chez les filles que chez les garçons.

Le secteur de la santé a développé des activités nombreuses et variées durant l'année 2004 pour améliorer les indicateurs que sont en particulier: Les taux de mortalité infantile et maternelle, les taux de couverture vaccinale de moins de 1 an et des femmes en âge de procréer, l'insuffisance pondérale des enfants et le taux de prévalence du VIH/SIDA.

En matière de lutte contre le VIH/SIDA, des avancées importantes sont à noter à travers l'implantation de 18 sites sentinelles de surveillance épidémiologique du VIH/SIDA; l'opérationnalisation de 5 centres de Conseil et Dépistage Volontaire (CDV) et de 4 centres de Traitement Ambulatoire (CTA); la mise en place et le renforcement des capacités de surveillance épidémiologique de 7 sites de Prévention de la Transmission Mère-Enfant (PTME); et l'amélioration de l'accès aux médicaments anti-rétroviraux par la réduction du coût de traitement mensuel qui est passé de 240.000 FG à 35.000 FG.

Cependant malgré ces efforts, il faut noter que les dépenses courantes de la santé publique restent faibles. Elles n'ont été que de 1,7% en 2004, se situant nettement en dessous de l'objectif 10% du DSRP, et régressant même par rapport à 2003, année à laquelle, elles représentaient 3,44%.

Au plan de la gouvernance et du renforcement des capacités institutionnelles et humaines, des acquis ont été obtenus à travers le Programme d'Appui aux Communautés Villageoises (PACV) qui a permis de mettre en place dans 146 CRD, des outils de planification et de gestion simplifiés au nombre desquels: les Plans de développement Locaux (PDL), les Plans Annuels d'Investissement (PAI), les Comités de Passation des Marchés et les Comités de Suivi des Travaux.

Un tel travail de renforcement des capacités au niveau Sous-Préfecture et des Communautés Rurales de Développement (CRD) devrait être poursuivi et amplifié par le développement des capacités au niveau des Communes. C'est le lieu de regretter la mauvaise gestion qui a conduit à la suspension du Programme de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI) et d'encourager la mise en place d'un projet d'appui technique aux villes.

En matière de lutte contre la corruption, les efforts du Gouvernement ont été orientés vers la formation et la sensibilisation des acteurs à tous les niveaux. Cependant, la prévalence de la corruption reste élevée en Guinée et son coût, rien que pour les pots de vin, payés par les entreprises aux services de l'Administration publique, est estimé à près de 10 milliards de francs guinéens par an.

L'indice général de la corruption est de 36%, plaçant la Guinée devant les pays comme la Sierra Léone (32%) et la Zambie (28%). Le phénomène touche tout le pays et toutes les branches d'activités y compris les secteurs stratégiques de l'Etat tels que la Justice, les Finances, la Fonction Publique, et l'Urbanisme et l'Habitat.

Les efforts pour l'éradication de ce fléau qui compromet le développement économique, doivent se concentrer sur ces secteurs. De ce fait, il est essentiel sinon primordial, de mettre en place des mécanismes efficaces de contrôle interne et externe pour endiguer les pratiques de corruption, tout comme il est indispensable de punir tous les actes de corruption mis à jour.

Pour finir, il est essentiel de rappeler que les chocs microéconomiques comme la perte d'emploi ou la violation périodique des droits de la propriété arrivent fréquemment dans la vie des populations pauvres. Lorsque les droits de la propriété des citoyens pauvres ne sont pas protégés ou même reconnus, l'incertitude qui en découle décourage fortement l'accumulation de biens. Les aménagements procurant une assurance sociale et d'autres services essentiels comme une couverture primaire de soins ou des stages professionnels, réduisent la vulnérabilité des populations pauvres sur beaucoup de plans.

Une performance macroéconomique médiocre affecte tous les participants de l'économie, mais coûte particulièrement cher aux populations pauvres, comme le montre les taxes régressives imposées par l'inflation.

La meilleure protection contre la médiocrité des performances macroéconomiques est une application stricte des politiques fiscale et monétaire et une gestion saine des ressources publiques. C'est à ce prix et seulement à ce prix que nous atteindrons les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) tel qu'adoptés par les pays membres des Nations Unies. La mise en œuvre réussie du DSRP 2 est à ce prix.

Je vous remercie.

Conakry, le 24 octobre 2005

Annexe 2: Discours de bienvenue (Peter Hillen)

Chères Participantes, chers participants,

Permettez-moi, avant tout, de vous souhaiter au nom de la GTZ la bienvenue dans cette salle. Avec les multiples efforts de nombreux collègues et amis cet atelier a été organisé en peu de temps. Je me réjouis aussi bien de la tenue de l'atelier que de la présence de tous les invités et toutes les invitées.

Je pense que le sujet à traiter lors de cet atelier est d'une importance capitale et cela sur plusieurs plans. Comme Monsieur le Représentant du Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté a déjà très bien situé le contexte de cet atelier, je voudrais vous parler brièvement de l'appui de la Coopération allemande à la SRP et enfin terminer mon intervention avec quelques réflexions relatives au sujet de l'atelier.

Il convient de rappeler que la GTZ avait appuyé l'élaboration du DSRP 1. A cette époque, le projet - centré aujourd'hui à l'appui à la SRP - était un projet avec de divers volets, dont l'appui au management de la coopération. A partir de 2003 les activités du projet se sont de plus en plus concentrées à la SRP. A la mi-2003 une évaluation du BMZ, à savoir du Ministère allemand de la coopération et du développement, a confirmé cette réorientation stratégique du projet. Par conséquent le Secrétariat Permanent a été appuyé au fur et à mesure dans des domaines suivants:

- Suivi et évaluation de la stratégie, avec des appuis-conseils et diverses formations;
- Communication et participation, à travers des études participatives, un site web, un journal et un glossaire en langues nationales;
- Régionalisation, dans la zone pilote de la région administrative de Labe, sur la base des études, des appuis-conseils et des différents types d'ateliers;
- Politique de croissance économique orientée vers les pauvres, à travers des formations et des appuis-conseils.

Avec la présente formation, la GTZ appuie en Guinée pour la première fois le travail du Secrétariat Permanent sur le plan de la bonne gouvernance et du renforcement des capacités institutionnelles et humaines. La formation est destinée à des membres de deux des quatre groupes thématiques du Secrétariat Permanent, à savoir du groupe gouvernance et du groupe suivi-évaluation. En plus, un nombre important de représentants d'ONG évoluant dans ce domaine a été invité pour participer aux travaux de l'atelier.

L'objectif principal de l'appui de la GTZ reste toujours le même: (i) mieux qualifier et outiller les structures du Secrétariat Permanent pour assurer une meilleure qualité de l'évaluation de la première phase de la SRP et de l'élaboration du DSRP 2 d'une part, et (ii) renforcer la participation et le suivi de la mise en œuvre de la stratégie de la réduction de la pauvreté d'autre part. Cet atelier cadre bien avec cet objectif et témoigne que la collaboration entre le Secrétariat Permanent et la GTZ constitue un bel exemple. Ce parce que les activités communes sont non seulement bien ciblées mais aussi pertinentes. En plus, il est largement admis aujourd'hui que la mauvaise gouvernance est une des principales causes de la pauvreté. A cela s'ajoutent les faibles capacités institutionnelles et humaines ainsi que la qualité inférieure des services publics. Cette situation affecte particulièrement les Guinéens pauvres, ceux qui vivent avec moins de un dollar par jour. Pourquoi?

Prenons l'inflation: Un éminent macro économiste a formulé, il y longtemps, une loi économique qui repose sur une simple idée: Plus bas est le revenu, plus haut est le pourcentage du revenu dépensé pour la nourriture. Aujourd'hui dans les grandes capitales on peut encore ajouter les dépenses pour le transport. Les pauvres souffrent le plus de l'augmentation des

prix, pour eux ce n'est pas une question de diminution du niveau de vie, mais une question de survie. L'inflation n'est pas naturelle mais produite par l'homme; il y a bien sûr, les conditions du marché mondial, mais il y a aussi une partie de l'inflation que les anglophones appellent «home made», celle produite à la maison, par la mauvaise gouvernance.

Un autre point: On parle beaucoup de l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base. Il fait partie des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Si l'accès n'est pas assuré pour tout le monde et si la qualité de services offerts est faible, il résulte un gaspillage énorme des ressources financières et humaines. A cet effet, les résultats du QUIBB, que vous avez certainement lus, sont édifiants. Les clients ou consommateurs sont à un pourcentage élevé insatisfaits des services de santé, de l'éducation et d'autres services. Qui est touché en premier lieu par les problèmes existants dans ces domaines? Une fois encore, ce sont des pauvres. Souvent il n'ont pas l'argent pour payer les services y inclus ce qu'on appelle gentiment «la sur-tarifcation». Ensuite, ils ne peuvent pas se laisser traiter dans les cliniques et par les médecins avec un haut niveau de qualification par exemple à Conakry encore moins à l'étranger. Ce sont toujours eux les pauvres qui ont les plus grands problèmes pour assurer la scolarisation des leurs enfants dans des bonnes conditions.

Comme vous le voyez, le thème du séminaire est et demeure très vaste. Il est pratiquement impossible de l'approfondir en cinq jours de formation. Cependant, un dicton allemand dit: «On doit commencer quelque part.». C'est pourquoi, cet atelier va traiter beaucoup de sujets d'une importance capitale et il vous appartient d'assurer une meilleure application de tout ce qui sera appris.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, s'il vous plaît, de terminer mon intervention avec deux souhaits. Le premier est bien sûr, que cet atelier se déroule dans d'excellentes conditions et qu'il produise de très bons résultats. Le deuxième souhait est que l'une ou l'autre des ONG participant à l'atelier se joigne surtout au Groupe thématique gouvernance pour renforcer la participation de la société civile à l'élaboration du DSRP 2 et à sa mise en oeuvre. C'est l'union des efforts des acteurs étatiques et non étatiques qui apportera la force pour bâtir un meilleur avenir de la Guinée et pour les Guinéens.

Merci!

Conakry, le 24 octobre 2005

Annexe 3: Discours de clôture du séminaire (Cheick Ahmed Tidiane Diallo)

Madame la coordinatrice du Système des Nations unies
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Ce triptyque résume à lui seul la douloureuse réalité que nous vivons en Guinée, chez nous.

En effet la pauvreté touche plus de la moitié de la population et cette tendance s'accroît. La croissance est en panne et l'inflation mange inexorablement, le maigre pouvoir d'achat des populations. Les campagnes guinéennes se vident et l'exode rural asphyxie les villes dont les équipements sous dimensionnés ou obsolètes sont saturés.

L'impact direct de cette panne de croissance est amplifié par la mauvaise gouvernance endémique qui gangrène l'ensemble des composantes de la société guinéenne.

Cette corruption coûte plus de 500 milliards à la collectivité, autant dire de 10 à 15% du PIB ou plus simplement une figure égale à la moitié du budget national.

Le renforcement des capacités s'entend comme un passage obligé pour qualifier l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion saine des ressources publiques et une administration plus effective des responsabilités dévolues tant aux niveaux déconcentrés que décentralisés.

A ce stade il faut éviter que cette déconcentration ne soit pas simplement une «déconcentration» comme l'a dit avec humour un député à l'Assemblée Nationale qui intervenait au cours des ateliers de formulation du DSRP 1. Ce qui veut dire en termes pratiques reprendre d'une main ce que l'on a donné de l'autre.

C'est pourquoi il est primordial de donner un contenu concret à la déconcentration budgétaire tout en renforçant sur tous les plans les collectivités décentralisées. Mais il faut rester vigilant car autant le multipartisme n'est pas synonyme de démocratie autant la déconcentration et la décentralisation ne signifie pas automatiquement transparence. A l'évidence, la Gouvernance doit demeurer l'épine dorsale du DSRP 2. Déjà le DSRP sous régional élaboré par les pays de la CEDEAO a comme 1^{er} axe Gouvernance et gestion des conflits. Ce fait nous interpelle tous et indique clairement que l'axe central de nos actions futures se conforme à cette évidence. La Bonne Gouvernance doit être au centre de nos préoccupations et se refléter dans le DSRP 2.

Pour en revenir aux réalités du Secrétariat Permanent de la SRP, outre sa restructuration, de nombreuses activités ont été menées pour assurer une meilleure visibilité au processus de réduction de la pauvreté.

Nous remercions le Canada, la Banque Mondiale, l'Union Européenne, la GTZ et le PNUD. Les DAP Pauvreté et Gouvernance mis en place par le PNUD sont assez éloquents de la volonté de cette institution de s'inscrire dans les préoccupations premières des populations guinéennes.

Il faut saluer aussi l'appui considérable pour l'affinement des stratégies régionales, exercice en cours, qui permettra à terme de prioriser les préoccupations des populations, de clarifier les rôles des différents acteurs et d'approfondir la participation.

De son côté l'Union européenne assure entièrement l'évaluation exhaustive de l'impact de la mise œuvre de la SRP. Et ces résultats donneront une photographie des réalités vécues par les bénéficiaires, afin d'assurer une itérativité salutaire et indispensable à la révision de la SRP en prévision du DSRP 2.

Enfin, il faut dire quelques mots en direction de la GTZ partie prenante à tous les combats de la SRP. Du soutien à la Cellule de Communication du SP-SRP (journal, site Internet, glossaire de la politique économique et sociale en langues nationales, affinement des stratégies, renforcement des capacités) à cet atelier sur la pauvreté et la gouvernance qui s'achève aujourd'hui, nous la remercions ainsi que tous les autres partenaires au nom du SP-SRP. Nous ne doutons pas que les conclusions et recommandations de cet atelier figureront en bonne place dans la charpente du DSRP 2 et que cela aura une traduction en terme qualitatif sur l'impact des futures actions de développement à la base: atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), consolidation des droits et de la participation des femmes à la vie sociale et économique, renforcement de la sécurité pour tous, approfondissement de la démocratie, meilleure qualification de l'appareil judiciaire et solution des problèmes d'infrastructures du pays.

Chez nous, la demande sociale interpelle chacun de nous.

Je vous remercie.

Conakry, le 28 octobre 2005

gtz

Coopération Technique Allemande

Conakry, octobre 2005

Contact:

Peter Hillen, GTZ
Ministère du Plan, 3^{ème} étage
Tél. +224-43-05-37
Fax +224-43-05-38
peter.hillen@gtz.de

Informations:

www.srp-guinee.org